



Dans l'œil du cyclone

La société française après un mois de confinement

Emanuele Ferragina, Carlo Barone, Emily Helmeid, Stefan Pauly
Ettore Recchi, Mirna Safi, Nicolas Sauger, Jen Schradie

Jusqu'à quel point le Covid-19 perturbe-t-il notre vie de tous les jours ? Comment la population française vit-elle le confinement ? Dans quelles mesures les inégalités sociales sont-elles exacerbées et la cohésion sociale menacée ? Le projet CoCo apporte des éléments de réponse à ces questions d'actualité en comparant les conditions de vie en France avant et après le blocage. Il s'agit du deuxième rapport préliminaire de la série que nous publierons dans les prochaines semaines. Nous analysons ici la façon dont la société française a fait face à ce premier mois de confinement, notamment en ce qui concerne les préoccupations sur l'état de l'économie, la santé et le bien-être autodéclarés, et enfin l'enseignement à la maison.

Faire face au Covid-19

Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020

n°
2

Résumé

Comment le souci de protéger la santé publique s'articule-t-il avec celui d'atténuer les dégâts économiques d'un confinement prolongé ?

La société française s'inquiète maintenant plus des conséquences économiques que sanitaires, si on compare les réponses recueillies à deux semaines d'intervalle. C'est notamment le cas des personnes à hauts revenus. Lorsqu'ils anticipent la réouverture partielle du pays annoncée par le gouvernement au 11 mai 2020, nos répondants manifestent une forte incertitude. Les avis divergent au sujet du déconfinement selon l'aspect de la crise pris en considération. En sachant que le virus continue à sévir dans le pays, seuls 35% de la population voudraient une fin du confinement le 11 mai. En revanche, lorsqu'un scénario catastrophique pour l'économie est pris en compte, le pourcentage de personnes approuvant la date du déconfinement atteint 65%. Les personnes à hauts revenus soutiennent par ailleurs la mise en place d'une application mobile pour tenter d'endiguer la propagation de l'épidémie. **Comment les gens évaluent-ils leurs niveaux de santé et de stress ?** Les répondants ne sont pas démoralisés par le confinement. Leurs déclarations sur leur santé et sur leur bien-être général atteignent des scores plus élevés que les années précédentes. Nous décrivons ce phénomène comme le paradoxe de « l'œil du cyclone » : confronté à un événement grave, il semble plus facile de se considérer en « bonne santé ». Cependant, le confinement cause une détresse psychologique chez ceux qui travaillent à domicile et qui sortent le moins. **Quels sont les modalités et les défis de l'école à la maison ?** Deux-tiers des parents, tous niveaux d'éducation confondus, supervisent quotidiennement le travail de leurs enfants. Cette charge supplémentaire entraîne chez certains un stress accru, mais contribue également à une meilleure et nouvelle compréhension des besoins éducatifs de leurs enfants.

Entre le marteau et l'enclume : est-on davantage préoccupé par la santé ou par l'état de l'économie ?

En France, comme dans les pays durement touchés par l'épidémie, l'opinion est divisée quant à la stratégie de déconfinement à adopter. Comment assurer la transition vers une réouverture de l'économie et la normalisation des relations sociales ? Comment l'arbitrage entre la protection des vies humaines et la sauvegarde d'une économie qui pourrait s'effondrer est-il perçu par la population ? Pour aborder ces interrogations, nous avons reposé la question déjà présente il y a 15 jours lors de la première vague : « est-ce que vous êtes plus préoccupé(e) par les conséquences sanitaires ou les conséquences économiques de l'épidémie du virus Covid-19 ? ». Nous l'avons complétée ici par une question expérimentale indirecte pour tenter de démêler les deux préoccupations. Notre analyse a conduit à mettre

en avant deux résultats : **l'inquiétude croît quant à l'impact économique du confinement et l'opinion au sujet d'une réouverture du pays est très volatile.**

Après deux, puis quatre semaines de confinement, nous avons demandé à nos répondants s'ils étaient plus préoccupés par les dimensions sanitaires ou économiques de la crise du Covid-19. Pour ce faire, nous leur avons demandé de se positionner sur une échelle de 0 (exclusivement préoccupé par la dimension sanitaire) à 10 (exclusivement préoccupé par la dimension économique). Nombreux sont ceux qui se sentent également préoccupés par les deux dimensions de la crise. Néanmoins, à seulement deux semaines d'intervalle, 67% des répondants ont exprimé des niveaux d'inquiétude différents : 41% se sont montrés de plus en plus soucieux de

ses conséquences économiques et 26 % de ses conséquences sanitaires. Seuls 33% des enquêtés n'ont pas changé d'avis. L'incertitude règne.

La Figure 1 met au jour le déplacement des opinions de nos répondants le long de l'échelle, selon leurs revenus et leur genre. Les ménages qui se situent dans le tiers supérieur de la distribution des revenus sont de plus en plus préoccupés par la situation économique. Alors que pour 35% des répondants la dimension économique primait au bout de deux semaines, cette part croît à 49% après un mois de confinement. La vision du dernier tercile de la distribution des revenus est quant à elle plus équilibrée. Les personnes qui accordent la même importance aux deux dimensions sont passées de 27% à 33% au sein de cette catégorie de revenu. Ce résultat semble contre-intuitif, dans la mesure où l'on aurait pu s'attendre à ce que les plus défavorisés soient aussi les plus inquiets de la mise en péril de leur bien-être matériel et d'une baisse de leurs revenus.

En fait, le tiers le plus pauvre des ménages semble avoir la vision la plus équilibrée. Le même schéma se dessine si l'on prend les divergences de points de vue entre homme et femme. À la quatrième semaine de confinement, 41% des hommes sont davantage préoccupés par les conséquences économiques que sanitaires, contre 27% des femmes. Elles sont aussi plus nombreuses à avoir changé leur avis pour accorder une égale importance aux dimensions économique et sanitaire (34% contre seulement 24% pour les hommes).

Pour creuser cette question de l'arbitrage entre conséquences économiques et sanitaires, nous avons introduit une question expérimentale dans la deuxième vague d'enquête (du 15 au 22 avril). Nous avons aléatoirement divisé nos répondants en deux groupes et leur avons demandé de se prononcer au sujet de la réouverture partielle du pays annoncée par le Président de la République le 11 mai. Au premier groupe constitué, la question présente un scé-

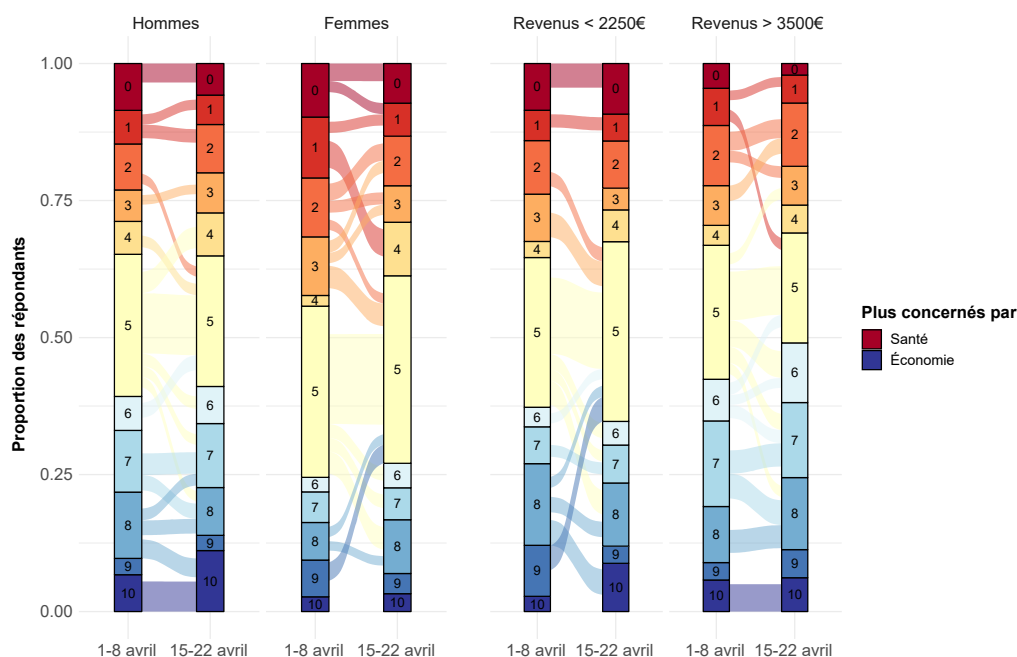


Figure 1. Sources : Enquête « Faire face au Covid-19 – 1ère & 2nde vague (CoCo-1&2), 1-8 & 15-22 avril 2020, ELIPSS/CDSP ». N=816 pour le genre et 610 pour le revenu. Lecture : Il a été demandé aux répondants s'ils étaient plus préoccupés par les conséquences sanitaires ou économiques de la crise actuelle. La réponse est fondée sur une échelle de dix points : 0 indique la plus grande préoccupation relative à la santé et 10 la plus grande préoccupation relative à l'économie. Le graphique montre la distribution des répondants pour chacune des deux vagues d'enquête. Par exemple, la première barre à gauche indique la distribution des réponses des hommes sur une échelle de dix points dans la première enquête. La deuxième barre indique la distribution des réponses des hommes dans la deuxième enquête. Les flux entre les deux barres indiquent la distribution des répondants qui changent d'avis entre la première et la deuxième enquête (par souci de clarté, seuls les flux les plus importants sont représentés).

nario de déconfinement dans un contexte sanitaire où le nombre de personnes infectées n'a pas baissé autant qu'on pouvait l'espérer. Au second, le même scénario est présenté mais avec l'ajout suivant : « les experts craignent que la poursuite du confinement n'aggrave davantage la crise économique, provoquant ainsi des millions de pertes d'emplois et la faillite de près de 25 % des entreprises ».

Malgré l'omniprésence de ce débat dans les médias, les résultats de notre enquête sont frappants. Lorsque la deuxième partie du scénario n'est pas évoquée, le soutien à une réouverture partielle de l'économie à partir du 11 mai est de 35% ; il bondit à 65% chez les répondants informés des dégâts économiques qu'un confinement prolongé pourrait causer. Ces résultats tendent à montrer que l'opinion sur ce sujet est hautement manipulable. Dans le climat actuel, marqué par le trouble et l'incertitude, où des informations contradictoires circulent et où les décisions gouvernementales sont sujettes

à de perpétuels ajustements, notre enquête montre que les annonces émanant des sources d'autorité sont capables d'influencer considérablement l'opinion publique.

La Figure 2 permet d'affiner les résultats de notre expérience selon le genre, le revenu, les préférences politiques et la présence ou non d'enfants dans le foyer. Parmi les répondants non informés des conséquences économiques d'un confinement prolongé, seuls 30% des femmes et 41% des hommes sont favorables à une réouverture partielle. Toutefois, les femmes tendent à réagir plus vivement à l'annonce d'un risque de crise économique majeure (l'effet est de 11 points supérieur pour les femmes que pour les hommes). Les répondants, informés des risques économiques du confinement, sont 65% à se prononcer en faveur du déconfinement quel que soit leur sexe. Si les hauts et les bas revenus sont également susceptibles de soutenir la réouverture (respectivement 39% et 35% si la ques-

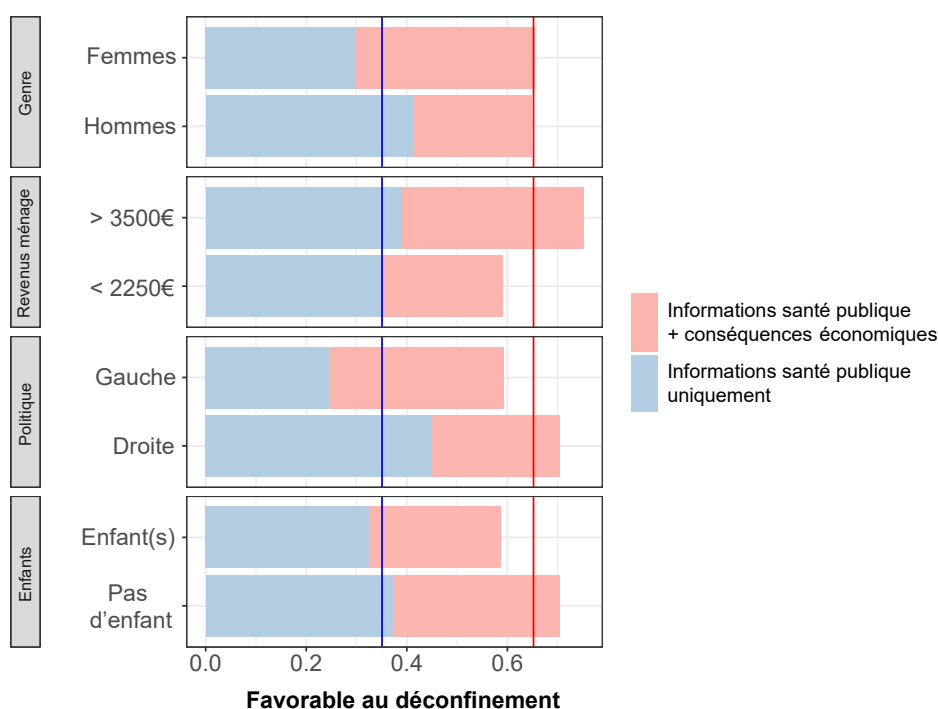


Figure 2. Sources : Enquête « Faire face au Covid-19 – 1ère & 2nde vague (CoCo-1&2), 1-8 & 15-22 avril 2020, ELIPSS/CDSP ». N=880, 559, 665 et 908. Lecture : Les lignes verticales représentent le soutien au déconfinement dans l'ensemble de l'échantillon (35 % et 65 %, respectivement). Ensuite, par exemple, la partie bleue de la barre tout en bas indique la part des personnes interrogées sans enfants qui ont répondu être favorables au déconfinement le 11 mai lorsqu'on leur a dit que le nombre de cas de Covid-19 était plus élevé que ce que le gouvernement prévoyait à cette date. Les parties bleue et rouge représentent conjointement la part des personnes interrogées qui ont exprimé leur soutien à la réouverture lorsqu'on leur a présenté des informations supplémentaires sur les pertes économiques potentielles en cas de maintien en confinement (voir le texte pour une description de cette expérience).

tion ne mentionne pas la dimension économique), les personnes à hauts revenus sont nettement plus favorables lorsqu'elles reçoivent plus d'informations sur la crise économique potentielle (75% contre 65%). Les personnes de gauche sont beaucoup moins favorables au déconfinement que celles de droite (25 % et 45 % dans le premier groupe), et bien que cette différence se réduise dans le deuxième groupe, elle reste considérable (avec 59% de soutien à gauche et 70% à droite)¹. Les personnes ayant des enfants semblent mettre davantage l'accent sur les risques économiques que le reste de la population, et ce d'autant plus si on leur expose la perspective du chômage et d'une faillite en série des entreprises. En résumé, quelles que soient les caractéristiques individuelles, le fait de disposer d'informations supplémentaires concernant les dommages économiques potentiels d'un confinement prolongé a un effet très marquant sur le soutien que la population apporte à la réouverture progressive du pays le 11 mai.

Les opinions sur la fin du confinement varient selon l'âge et les revenus

Une surveillance digitale par le gouvernement ? À la mi-avril, 63% des Français se disaient favorables à la mise en place d'une application mobile pour tenter d'enrayer la contagion ; 62% se déclaraient prêts à l'installer, 58% à encourager d'autres à le faire et 37% aimeraient voir son utilisation rendue obligatoire. Toutes choses égales par ailleurs, ce sont **les personnes à hauts revenus qui sont les plus favorables à ce type d'application**, ce sont elles également qui seraient les plus enclines à l'installer sur leur téléphone et à encourager d'autres à le faire (sans être pour autant favorables à son utilisation obligatoire).

.....
1 Les participants à l'enquête se positionnent sur une échelle allant de l'extrême gauche politique (0) à l'extrême droite politique (10). Nous définissons un répondant comme étant de gauche s'il répond entre 0 et 4 et de droite s'il répond entre 6 et 10.

L'âge compte. Les personnes âgées et celles souffrant d'une maladie chronique sont particulièrement hostiles à une prolongation du confinement pour les personnes les plus fragiles (auxquelles elles s'identifient certainement). Elles sont également les plus enclines à favoriser un traitement égalitaire des personnes à l'égard du confinement, bien qu'elles soutiennent particulièrement par ailleurs la possibilité de conditionner les déplacements à un certificat médical si l'épidémie venait à se poursuivre.

Que faut-il rouvrir ? Nous avons également demandé à notre panel quelles activités devaient reprendre au plus vite. Quasi-unanimement, 95% des répondants veulent voir le secteur du bâtiment reprendre son activité avant l'été – peut-être est-ce là le signe que l'opinion pense que les règles de distanciation seront plus faciles à appliquer dans ce secteur ou qu'elle perçoit cette industrie comme vitale pour l'économie du pays. Une majorité des résidents français (57%) espère également la réouverture des bars et restaurants avant l'été – sans doute faut-il y voir la nécessité pour beaucoup de renouer des liens tant formels que informels avec leurs amis et connaissances après de nombreuses semaines de rencontres virtuelles. Ils jugent moins pressante la réouverture des aéroports (46%), écoles (45%) et musées (34%).

Le paradoxe de « l'œil du cyclone » : confrontés à un virus mortel, la population se sent finalement plutôt bien

Après le séisme qui a secoué le Japon en 2011, entraînant un tsunami et la catastrophe nucléaire de Fukushima, des chercheurs ont comparé le bien-être subjectif des jeunes nippons avant et après le désastre. Ils sont parvenus à des conclusions surprenantes : au lieu de constater une chute brutale de leur bien-être, ils ont observé une amélioration générale du moral chez eux². De la même manière,

.....
2 Uchida, Y., Takahashi, Y., & Kawahara, K. (2014). Changes in hedonic and eudaimonic well-being after a severe nationwide disaster: The case of the Great East

nos résultats indiquent que la **perception moyenne de la santé et du bien-être de la population française pendant l'épidémie s'est améliorée par rapport aux années précédentes**. C'est ce phénomène contre-intuitif que nous appelons le paradoxe de « l'œil du cyclone » : la grande majorité des individus qui ne sont pas infectés par le virus peuvent voir leur état de santé général sous un jour plus positif qu'ils ne le feraient normalement.

Nos données permettent de suivre les indicateurs de santé de nos répondants depuis 2017. Alors que seuls 11% des répondants se sont déclarés en très bonne santé en 2017 et 2019, ce pourcentage a presque doublé lors de la dernière enquête, mi-avril (passant à 25%). Toutefois, cette hausse spectaculaire n'est pas uniforme dans l'ensemble de la

Japan Earthquake. Journal of Happiness Studies, 15(1), 207-221.

population. Comme le montre le graphique en haut à gauche de la Figure 3, c'est chez les cadres et les agriculteurs que l'accroissement des taux de déclaration d'être « en bonne santé » est le plus fort. Les répondants des ménages à hauts revenus connaissent une hausse tout aussi importante de leur propension à se déclarer en très bonne santé (Figure 3, graphique en haut à droite).

Pour comparer le bien-être subjectif des personnes au fil du temps, nous avons construit un indice qui combine six questions et varie de 0 (bien-être le plus faible) à 1 (bien-être le plus élevé). À la mi-avril, le bien-être subjectif de la population avait augmenté de 7,6 points par rapport à 2019. Cette relative hausse est particulièrement prononcée chez les employés et agriculteurs (Figure 3, graphique inférieur gauche). Lorsqu'on se focalise sur la variation en fonction du revenu, les niveaux de bien-être sub-

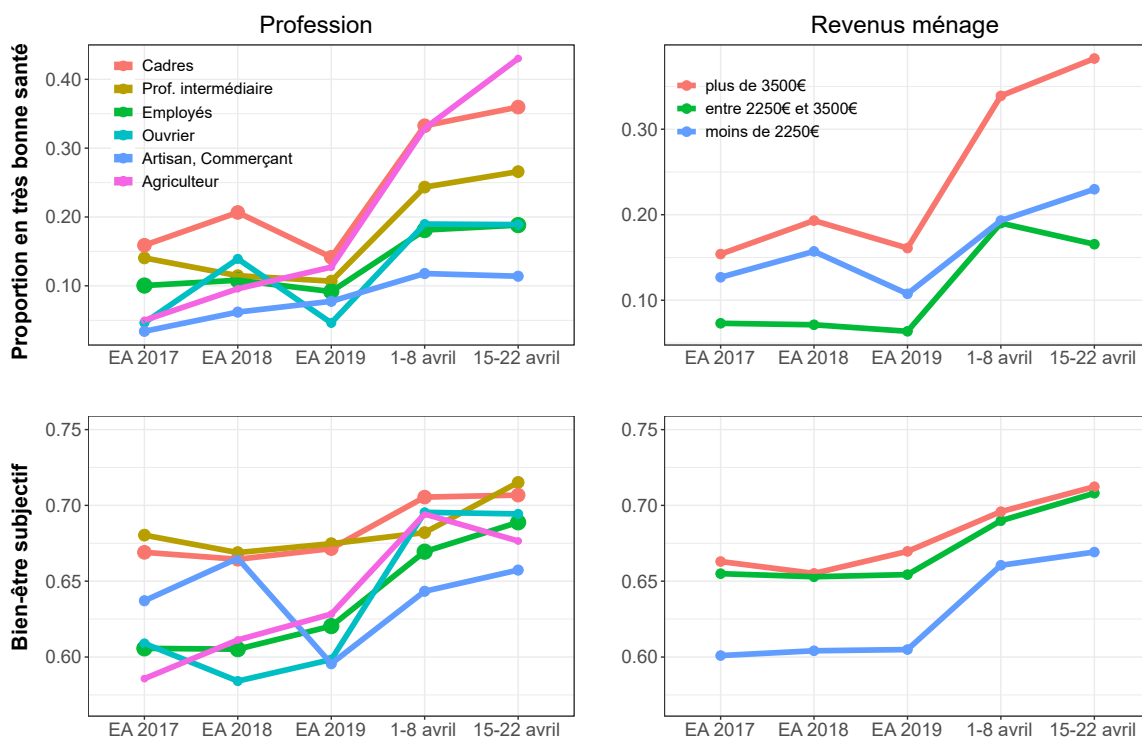


Figure 3. Source : Enquête « Faire face au Covid-19 – 1ère & 2nde vague (CoCo-1&2), 1-8 & 15-22 avril 2020, Enquête annuelle 2017, 2018 et 2019, ELIPSS/CDSP ».

N=834. Lecture : La ligne verte dans le graphique supérieur gauche montre que 10 % des employés ont déclaré être en « très bonne » santé dans l'enquête de 2017, ils sont près de 20% dans la dernière enquête. Les deux graphiques de gauche indiquent les tendances temporelles par profession et les deux de droite par tertile de revenu disponible des ménages. Les deux graphiques supérieurs indiquent la proportion de personnes interrogées qui se disent en « très bonne » santé et les deux graphiques inférieurs montrent l'évolution de l'indice de bien-être subjectif. Cet indice est constitué d'une moyenne de six questions qui portent sur le sentiment de nervosité, de découragement, de détente, de tristesse, de bonheur et de solitude. Les réponses sont échelonnées entre 0 et 1, 0 indiquant le niveau de bien-être le plus bas et 1 le plus élevé possible.

jectif apparaissent clairement les plus faibles pour les répondants des ménages à faibles revenus. Cependant, ce sont ces derniers qui ont connu la hausse relative la plus forte durant le confinement, avec une augmentation de plus de 7 points par rapport à 2019. Globalement, les différences entre les professions et les niveaux de revenus sont moins marquées pour le bien-être subjectif que pour l'évaluation de sa santé.

Sans surprise, le stress dû au confinement est lié au niveau de bien-être subjectif (mesuré par la question sur une échelle de 1 à 10 « Le confinement nuit-il à votre bien-être ? »). Les réponses à cette question restent relativement stables dans les deux vagues d'enquête menées au début puis à la mi-avril. Le stress lié au confinement dépend de la charge de travail et de la fréquence à laquelle les répondants s'évadent de leur domicile. Ceux qui travaillent depuis chez eux et qui sortent rarement sont les plus sujets au stress induit par le confinement. Ainsi, pour les personnes en télétravail et qui quittent une fois ou moins leur domicile par semaine, chaque heure supplémentaire de travail quotidien correspond à une hausse de 4% du stress. Néanmoins, sortir plus fréquemment ne constitue pas une panacée pour gérer le stress que le confinement entraîne. Là encore, les effets sont différenciés. Pour ceux qui télétravaillent, l'effet positif sur le mental d'une sortie semble prendre le dessus. En revanche, pour le reste de la population, c'est le contraire qui semble se produire – plus ces personnes sortent et plus leur niveau de stress augmente.

L'école à la maison : un stress évident mais une meilleure compréhension des besoins éducatifs

Pendant le confinement, l'enseignement classique a laissé place à l'enseignement à domicile, sollicitant plus directement les parents, en particulier pour les jeunes enfants. **La plupart des parents, quel que soit leur niveau d'éducation, supervisent quoti-**

diennement le travail scolaire de leurs enfants. Ce résultat va à l'encontre de la littérature dans ce domaine qui montre qu'en « temps normal », les parents les plus éduqués sont aussi ceux qui consacrent le plus de temps à l'apprentissage de leurs enfants. Nos données ne mesurent cependant pas la « qualité » de ce soutien. Il paraît vraisemblable que les parents les plus instruits sont aussi les plus à même de soutenir l'apprentissage de leurs enfants.

Deux-tiers des parents avec un enfant en maternelle, en primaire ou au collège supervisent quotidiennement leur travail alors que 13% s'y consacrent deux fois par semaine. En fait, ce sont 60% des parents qui déclarent encadrer plus qu'à l'accoutumée le travail de leurs enfants. Les enfants semblent requérir moins de surveillance et travailler avec plus d'autonomie lorsque les parents ont un niveau d'éducation élevé.

La supervision de l'apprentissage apparaît comme source de stress pour un tiers des parents. Un quart parmi eux déclarent que c'est aussi une source de stress pour les enfants. Les parents qui télétravaillent sont plus susceptibles d'assurer cette tâche que ceux qui continuent à se rendre sur leur lieu de travail (79% contre 59%), ils sont également ceux pour qui cela génère du stress (55% contre 39%). Malgré cette augmentation du stress, un tiers des parents semble apprécier dans cette nouvelle modalité d'enseignement le fait qu'elle leur permet d'être plus présents aux côtés de leurs enfants. 40% des parents perçoivent l'enseignement à domicile comme une opportunité pour mieux comprendre les besoins éducatifs de leurs enfants. En résumé, si les réactions à l'enseignement à distance sont diverses, pour la majorité des parents ce dernier ne semble pas être vécu comme une expérience trop négative.

Les logiciels et les sites web éducatifs offrent des environnements d'apprentissage intéressants, don-

nant aux enfants de nouvelles possibilités de travailler de manière indépendante et offrant à leurs parents un répit bien nécessaire. Il n'est pas surprenant de voir le recours à ces outils augmenter massivement depuis le début du confinement. 58% des parents signalent une augmentation de l'apprentissage en ligne pendant le confinement, et seulement 20% des parents déclarent n'avoir jamais utilisé ces outils. Nous avons pu relever des disparités socio-économiques dans leur usage. Les parents diplômés de l'enseignement supérieur sont plus susceptibles de rapporter une augmentation de ces outils en ligne

(63%) que les autres (53%). Ce sont aussi eux qui déclarent en majorité que leurs enfants passent plus de temps que d'habitude à parler avec leurs amis et camarades de classe en utilisant divers services de *chat* (50% contre 44%). Dans le même temps, et indépendamment de leur niveau de formation, 65% des parents déclarent que leurs enfants consacrent plus de temps à regarder la télévision qu'en temps normal. Cette augmentation du temps alloué aux activités sédentaires s'accompagne d'une diminution très importante de la pratique sportive chez près de la moitié des enfants (48%).

Méthodologie

Les données de ce dossier proviennent de la première et de la seconde vague de l'enquête CoCo, projet « Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020 », financé par l'Agence nationale française de la recherche (appel Flash Covid -19). Pour obtenir plus de détails sur le projet :

<https://www.sciencespo.fr/osc/fr/content/faire-face-au-covid-19.html>

L'enquête CoCo est menée dans le cadre de ELIPSS, panel représentatif lancé en 2012 grâce au soutien de l'ANR (Équipements structurants pour la recherche, ANR-10-EQPX-19-01). ELIPSS est géré par le CDSP, le Centre de Données Socio-Politiques de Sciences Po. ELIPSS s'appuie actuellement sur un échantillon de 1400 résidents français. L'échantillon a été tiré du recensement et les participants recrutés avec un taux d'acceptation supérieur à 25%. Les panélistes participent à une dizaine d'enquêtes par an, avec un taux de réponse proche de 85% en moyenne. Les données d'ELIPSS sont calibrées grâce à une combinaison de diverses stratégies de pondération. Les poids finaux, tels qu'utilisés dans ce document, ont été calculés pour prendre en compte les effets de conception dès la phase initiale, le biais dû au taux d'acceptation dans la phase d'inscription et la post-stratification en tenant compte du sexe, de l'âge, de l'éducation et de la région. Des informations détaillées sur cette procédure sont disponibles ici :

http://quanti.dime-shs.sciences-po.fr/media/ckeditor/uploads/2018/03/21/ponderationselipss_documentation.pdf.

Pour citer les données : Ettore Recchi, Emanuele Ferragina, Mirna Safi, Nicolas Sauger, Jen Schradie, équipe ELIPSS [auteurs] : « Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020 – 1ère et 2nde vague » (avril 2020) [fichier électronique], Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) [producteur], Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) [diffuseur], Version 0.

Équipe ELIPSS [auteurs] : Enquête annuelle - 5ème, 6ème, 7ème vague (2017, 2018, 2019) [fichier électronique], Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) [producteur], Centre de Données Socio-Politiques (CDSP) [diffuseur], Version 1.

Pour citer cette publication

Emanuele Ferragina, Carlo Barone, Emily Helmeid, Stefan Pauly, Ettore Recchi, Mirna Safi, Nicolas Sauger et Jen Schradie, « Dans l'œil du cyclone. La société française après un mois de confinement », *Projet Faire face au Covid-19 : Distanciation sociale, cohésion et inégalité dans la France de 2020*, n° 2, Paris: Sciences Po - Observatoire Sociologique du Changement, mai 2020.
DOI: 10.5281/zenodo.3784110

Responsable de la Publication

Mirna Safi (Sciences Po - OSC)

Éditorial / Communication

Bernard Corminboeuf bernard.corminboeuf@sciencespo.fr



Financé par l'ANR, Appel Flash Covid-19, mars 2020

<https://www.sciencespo.fr/osc/fr.html>

<https://cdsp.sciences-po.fr/fr/>



Illustration d'après Lilalove and Ijolumut, via Shutterstock